

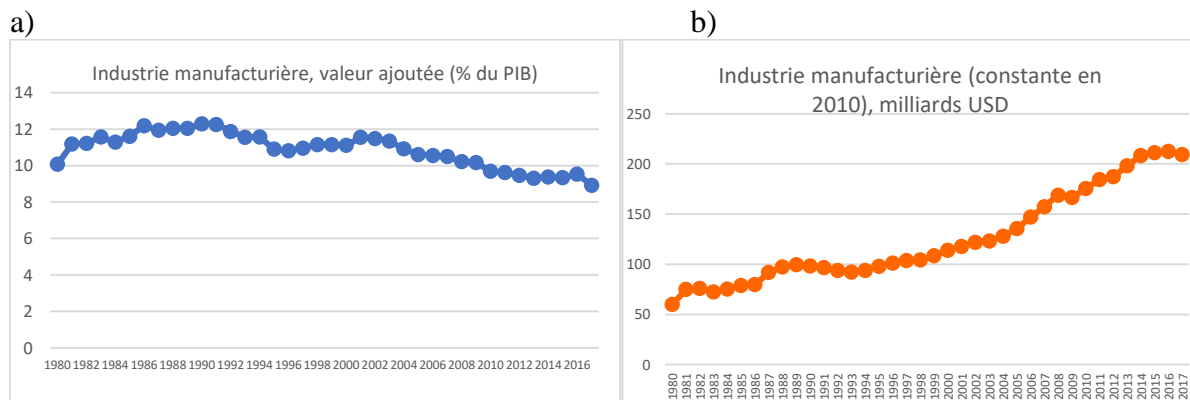
Demande globale et transformation structurelle en Afrique

Les économistes insistent généralement sur la nécessité de procéder à des changements structurels. En général, ces changements se manifestent non seulement par le développement de la production manufacturière et des exportations et par leur complexité accrue, mais également par le déplacement de la main-d'œuvre, des secteurs à faible productivité vers des secteurs à plus forte productivité et à plus forte valeur ajoutée, dans le but de stimuler la croissance économique. Toutefois, l'Afrique se diversifie et se transforme continuellement, mais très à un rythme très lent. Cette situation inquiète les analystes et les responsables politiques. Les politiques économiques actuelles n'ont pas été suffisamment efficaces pour accélérer l'industrialisation et la création d'emplois dans les secteurs à forte productivité en Afrique.

Sur le continent africain, la part de l'industrie dans le Produit intérieur brut (PIB) n'a pratiquement pas changé depuis les années 1960 et représentait en moyenne 35 % de la valeur ajoutée totale au cours de la période 2000-2016, contre 13 % pour le secteur manufacturier. Même si la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB ne cesse de baisser depuis près de deux décennies, cette tendance s'est inversée après 2007 (figure I, à gauche) parce que la production manufacturière totale a quasiment doublé au cours de la période 2000-2016 (à droite).

Figure I

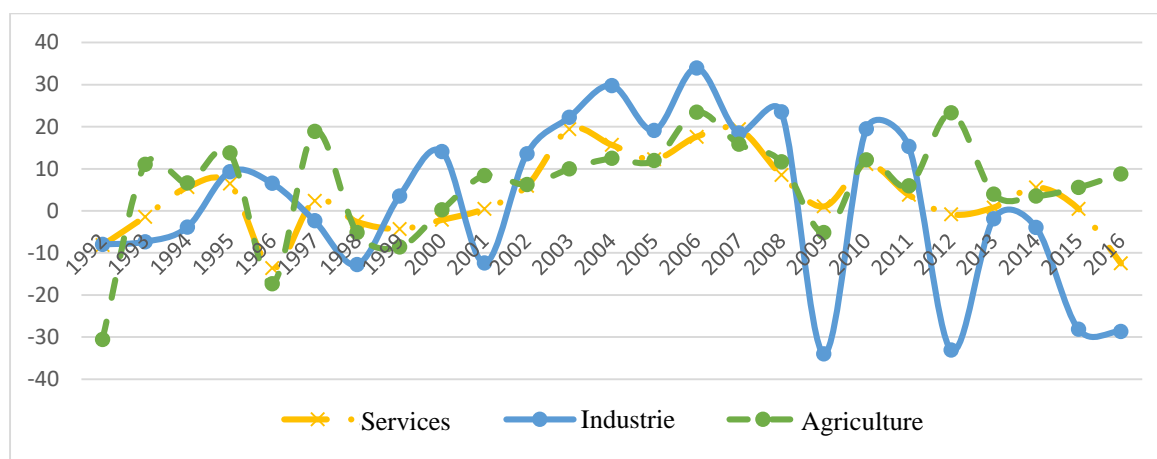
La part de l'Afrique dans le PIB de l'industrie manufacturière a) est en baisse et b) la production réelle augmente



Source : Banque mondiale, 2017.

De même, le nombre d'employés du secteur manufacturier a augmenté, bien que la proportion d'emplois dans ce secteur par rapport au nombre total d'emplois soit passée de 10 % en 1991, à 8,5 % en 2013. Ces chiffres montrent qu'il y a quelques indices d'industrialisation et de transformation structurelle et renforcent l'appel lancé aux pays africains pour qu'ils mènent de nouvelles réformes en vue d'accélérer leur transformation structurelle (figure II).

Figure II
Taux de croissance de la productivité



Source : Calculs de l'auteur fondés sur des données de la Banque mondiale (2017).

Il s'avère donc nécessaire d'adopter de nouvelles approches en vue d'accélérer la transformation structurelle en Afrique. Malgré les nombreux travaux menés ce type de transformation, l'identification empirique des principales forces économiques qui façonnent ces changements reste une question ouverte, tout comme le rôle joué par la demande globale. Plus précisément, même si l'on sait de façon théorique que la consommation des ménages, les dépenses publiques, le capital humain, le ratio capital-travail et le commerce, entre autres facteurs, ont une incidence sur l'affectation des ressources, l'importance empirique de ces forces dans la transformation structurelle n'a pas été bien établie. La résolution de cette question a d'importantes répercussions sur les politiques visant à accélérer la transformation structurelle au vu de la dynamique démographique et spatiale remarquable de l'Afrique.

Moteurs de la transformation structurelle de l'Afrique du côté de la demande

Pour étudier l'effet de la demande globale sur la transformation structurelle en Afrique, il faudra réexaminer de manière empirique les changements intervenus dans la composition sectorielle des activités économiques ainsi que la croissance de la productivité sectorielle liée aux facteurs de la demande et à sa structure qui évolue. Selon les résultats d'une étude empirique sur la demande globale et la transformation structurelle en Afrique, menée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans 54 pays, au cours de la période 1960-2014, la consommation des ménages et la consommation publique ont les effets les plus importants sur le secteur manufacturier, comparés aux autres variables.¹

Parmi les changements les plus uniformes de la demande qui influent sur l'industrialisation et la transformation structurelle, on peut citer le glissement de la demande, des produits agricoles vers les produits industriels et les services. Selon les résultats empiriques de cette étude, les dépenses de consommation des ménages ont une incidence positive et significative sur l'ensemble des secteurs de la fabrication, de l'agriculture et des services, mais c'est sur le secteur manufacturier que ces effets sont les plus marqués. Une augmentation de

¹N.S. Ouedraogo, H. Chavula, K. Hussein (2018), "Aggregate demand and structural transformation in Africa". ECA Occasional Paper Series. À paraître.

1 % de la consommation des ménages accroît la valeur ajoutée du secteur manufacturier de 1,34 %, tandis que celle des services et de l'agriculture augmente respectivement de 0,86 % et 0,47 %. Au fur et à mesure que les revenus augmentent, on assiste à un changement dans la composition des dépenses de consommation. Les ménages consacrent une plus grande partie de leur revenu disponible accru à l'acquisition de biens manufacturés plutôt que de services. Ce glissement de la demande vers les biens manufacturés et les services se traduit par des variations du coût de la production et de la productivité dans le secteur manufacturier, contrairement au secteur agricole, ce qui entraînerait une redistribution de la main-d'œuvre entre les secteurs.

Les dépenses publiques ont également un effet positif et significatif sur les secteurs manufacturier, des services et de l'agriculture. Une hausse de 1 % des dépenses publiques entraîne une augmentation de 0,7 % et de 0,28 % dans le secteur manufacturier et celui des services, mais cette hausse a un effet négligeable sur le secteur agricole.

Une augmentation du ratio capital/travail permet de s'approprier des progrès technologiques grâce à l'innovation et à l'approfondissement du capital qui entraîne l'efficacité et la productivité pendant les phases de décollage de la croissance économique. On constate que cela entraîne une augmentation de la valeur ajoutée dans les secteurs manufacturier et des services, mais plutôt une baisse de la valeur ajoutée dans le secteur agricole. Cet état de fait pourrait s'expliquer par l'absence de méthodes agricoles modernes en Afrique (c'est-à-dire la non utilisation de techniques agricoles mécanisées) où la majeure partie de la population est employée par ce secteur.

Théoriquement, le niveau d'instruction peut stimuler la transformation structurelle. En Afrique, les dépenses publiques consacrées à l'éducation augmentent, mais les résultats de cette étude montrent que l'incidence actuelle de l'éducation sur la transformation structurelle n'est pas significative pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la plus grande partie de l'investissement dans le secteur de l'éducation sur le continent est consacrée à l'enseignement primaire, alors qu'il faut développer un enseignement secondaire et supérieur de bonne qualité pour former la main d'œuvre très qualifiée dont l'Afrique a tant besoin. À cela il faut ajouter le fait que le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur reste faible dans les pays africains.

L'accumulation de capital demeure l'un des principaux moteurs de la demande globale de toute économie. L'investissement facilite la transition de la main-d'œuvre, des secteurs les moins productives vers les secteurs les plus productifs de l'économie, surtout cet investissement vise à réduire le chômage et à améliorer le niveau de vie de la population. Toutefois, l'effet de l'investissement tel que décrit dans la présente étude est insignifiant en Afrique et semble indiquer que le niveau actuel d'investissement est inférieur au seuil requis pour déclencher un processus de changement structurel sur le continent. Cela pourrait également signifier que les investissements réalisés dans les différents secteurs ne vont pas directement aux secteurs les plus productifs.

Les avantages économiques de l'urbanisation reposent sur les économies d'échelle (ou économies d'agglomération) qui résultent de la proximité des agents économiques et de leurs interactions sur les marchés des facteurs et des produits, ce qui renforce les changements structurels de l'économie d'un pays. Cependant, la présente étude montre que l'urbanisation a des effets négatifs sur le secteur manufacturier et des effets positifs sur celui des services. On pourrait penser que ce résultat corrobore l'idée qu'en Afrique, l'urbanisation est associée à la croissance des services à faible productivité et à des secteurs informels à mesure que la main-

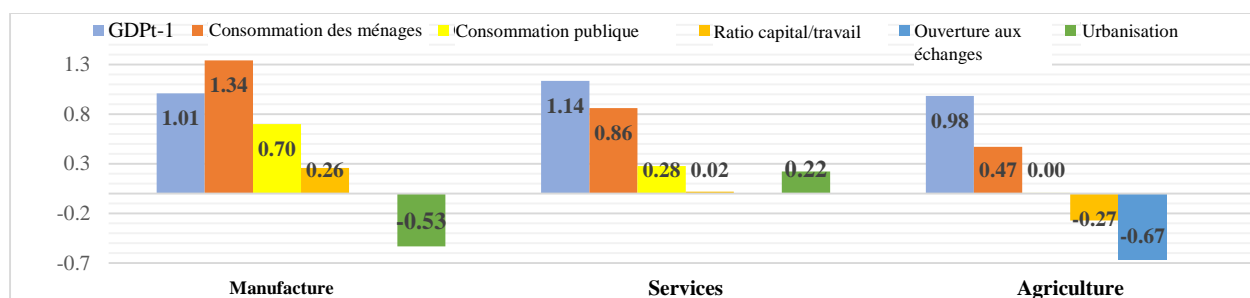
d'œuvre émigre des zones rurales vers les zones urbaines. Des études ont montré que, sur le continent, l'urbanisation se fait le plus souvent sans industrialisation, car les pays s'urbanisent rapidement sans que l'activité économique n'évolue résolument vers le secteur manufacturier et les services modernes.

Les échanges permettent aux pays de se spécialiser dans des domaines où ils ont un avantage comparatif, entraînant de ce fait une augmentation de l'activité économique et des emplois dans le secteur des exportations. Une fois de plus, l'ouverture commerciale a un effet insignifiant et négatif sur le secteur agricole. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la plupart des industries qui existaient avant la libéralisation des échanges étaient fondées sur l'agriculture. Après la libéralisation des échanges, de nombreuses entreprises et industries ont soit cessé leurs activités, soit réduit leur capacité de production en raison de la vive concurrence des produits bon marché importés en Afrique. Cette situation a eu des conséquences négatives sur le secteur manufacturier dans la plupart des pays.

De même, et contrairement à la théorie, les résultats montrent que la richesse en ressources naturelles a un effet négatif sur la valeur ajoutée manufacturière. Ce constat soutient l'idée que la dépendance à l'égard des ressources naturelles sans valeur ajoutée a une incidence négative sur les perspectives d'emploi et les revenus. On observe la même tendance en ce qui concerne les flux d'aide qui ont un impact positif mais négligeable, ce qui suggère qu'un fort pourcentage de l'aide est consacré aux activités ou aux secteurs non productifs qui ne contribuent guère à la transformation structurelle du continent.

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) semblent également avoir un effet négatif sur la valeur ajoutée manufacturière. Ce résultat confirme que la plupart des fonds provenant des IDE sont orientés vers les secteurs extractifs et que l'on accorde peu d'attention à la valeur ajoutée, entravant ainsi les efforts réalisés par ces pays en matière de diversification et de création d'emplois. L'IDE aurait pu « assécher » l'investissement intérieur et étouffer l'entrepreneuriat local dans certains de ces pays. Cet effet négatif pourrait également être lié à la détérioration de la balance des paiements en raison de l'augmentation des importations, du rapatriement des bénéfices et de la baisse des recettes fiscales due aux pratiques de prix de transfert, aux abattements fiscaux et autres avantages financiers accordés aux entreprises étrangères.

Figure III
Visualisation des résultats économétriques : impact des variables de la demande sur les différents secteurs de l'économie en Afrique



Source : « Demande globale et transformation structurelle en Afrique ». ECA Occasional Paper Series. Madagascar.

Incidence sur les politiques

Contrairement au processus de transformation structurelle que l'on fait valoir dans les discours classiques, en évaluant l'impact de la demande globale sur la transformation structurelle de l'Afrique, la présente étude recense des politiques clefs visant à renforcer les facteurs de la demande, en particulier la consommation privée et publique, qui jouent un rôle important dans la stimulation de la transformation structurelle en Afrique.

L'Afrique doit tirer parti de la croissance de sa classe moyenne et urbaine, ce qui entraînera une demande accrue de biens et de services, mais également de services dont la qualité est meilleure à ceux dont ils bénéficient actuellement. La satisfaction de cette demande croissante des consommateurs renforcera davantage la croissance économique du continent, créera des emplois pour la classe moyenne naissante, conduira à une croissance des revenus et augmentera la consommation.

Les politiques qui augmenteront les facilités de crédit au secteur privé, notamment en réduisant le coût d'accès à ces services, joueraient un rôle déterminant dans la stimulation la consommation et l'investissement privés. Le maintien de la stabilité, l'ouverture du secteur financier et la lutte contre le blanchiment d'argent et flux financiers illicites pourraient renforcer ce secteur financier et permettre au secteur privé d'y accéder davantage. Les mesures visant à encourager les investissements du secteur privé, telles que celles qui ont pour objectifs d'améliorer le climat des affaires, devraient être encouragées.

Il est nécessaire de disposer de politiques qui incitent les IDE à ne pas s'orienter vers les activités extractives et réduisent les obstacles réglementaires en matière d'offre auxquels font face les investisseurs afin d'accroître les dépenses d'investissement en vue de parvenir à une transformation structurelle. Les entrées au titre des IDE peuvent contribuer au changement structurel en modernisant la capacité de production et en faisant en sorte que les fonds soient orientés vers les secteurs productifs des pays. En outre, pour parvenir à une transformation structurelle sur le continent, les décideurs devraient non seulement accroître les investissements dans l'éducation, mais aussi améliorer la qualité de cette éducation à tous les niveaux. Il est nécessaire d'améliorer l'enseignement secondaire, technique et professionnel ainsi que l'enseignement supérieur. En outre, la qualité de l'éducation dans son ensemble devrait être améliorée grâce à un investissement accru dans l'amélioration des conditions de travail des enseignants (formation, augmentation des salaires, entre autres considérations).

Pour parvenir à une transformation structurelle, il est particulièrement important de mettre en œuvre des politiques et des programmes industriels spécifiques qui cherchent à apporter de la valeur ajoutée aux différents produits et matières premières. Ainsi, le fait de mettre l'accent sur le contrôle de la qualité contribuerait à élargir les marchés d'exportation et les marchés locaux. En effet, comme nous l'avons déjà dit, la classe moyenne africaine est de plus en plus disposée à payer le prix qu'il faut pour la qualité.

Enfin, les politiques devraient privilégier le soutien aux secteurs à forte croissance susceptibles de créer des emplois et d'augmenter les revenus des populations. La diversification des exportations, sans ne se limitant pas aux produits tirés des ressources naturelles, permettra d'éviter la dépendance à l'égard des exportations traditionnelles et de tirer parti des effets de l'ouverture commerciale. Des stratégies industrielles fondées sur le développement des avantages comparatifs relatifs des différents pays favoriseraient également la transformation structurelle. De manière général, la promotion de politiques macroéconomiques cohérentes qui

stimulent la demande globale en Afrique déclencherait une transformation structurelle à la fois durable et inclusive.

Auteur : Ouedraogo S. Nadia

Économiste adjoint de première classe

Division de la macroéconomie et de la gouvernance (DMG)